



RESIST

Fostering Queer Feminist Intersectional Resistances against Transnational Anti-Gender Politics

Projet RESIST : Insécurité, cyberharcèlement, détresse émotionnelle – le lourd impact des mobilisations anti-genre

Les discours et les politiques anti-genre ne sont pas sans effets ! Le second rapport du projet européen de recherche RESIST démontre que, dans tous les cas étudiés, y compris dans les sociétés perçues comme « progressistes », les féministes et les personnes LGBTIQ+ subissent des attaques verbales et physiques, des atteintes aux biens et des discriminations systémiques, souvent dans les espaces publics et sur les réseaux sociaux. Ces violences contribuent à leur marginalisation. Les discours et les mobilisations « anti-genre » sont ainsi de plus en plus institutionnalisées, renforcées par des discours médiatiques et politiques polarisants, et la Suisse n'est pas épargnée.

L'équipe du projet de recherche européen RESIST, auquel sont associées les Universités de Fribourg et de Lausanne, vient de publier un rapport qui analyse les effets des discours, des politiques et des mobilisations « anti-genre » en Europe. Celui-ci se base sur neuf études de cas, couvrant l'Allemagne, la Biélorussie, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, la Pologne, la Suisse et les personnes en exil.

Dans le cadre de l'étude, une trentaine de personnes de chaque pays/cas d'étude ont été interrogées sur les effets et expériences des discours, politiques et violences anti-genre dans leur quotidien et dans leur vie professionnelle. Les résultats le montrent clairement : la violence ne s'arrête pas aux discours publics, mais « dégouline » (selon l'expression d'une participante suisse) dans la vie quotidienne et dans les relations sociales, et l'anticipation de violences augmente – un facteur de stress et de détresse.

La Suisse pas épargnée

Sur le plan suisse, l'étude menée par Dr. Ekaterina Filep de l'Université de Fribourg et Gaé Colussi de l'Université de Lausanne révèle que les avancées législatives récentes (extension de la norme pénale anti-discrimination à l'orientation sexuelle, mariage pour toutes et tous) se sont néanmoins accompagnées d'une persistance, voire d'une augmentation des discours anti-genre, qui circulent tant en politique, dans les médias que dans la société, bien au-delà de la seule extrême-droite et des mouvements religieux conservateurs.

Ces discours hostiles ne sont pas sans effet avec une croissance des actes malveillants envers des événements LGBTIQ+ (menaces contre les Prides, perturbation par des groupes d'extrême-droite de *Drag Story Time*, etc.) De plus, ces discours et politiques anti-genre contribuent à une désécurisation des personnes visées, tant dans leur vie quotidienne que professionnelle. « L'étude le montre à nouveau : les discours, en particulier lorsqu'ils sont prononcés par des personnes publiques en vue, ont un véritable impact et ouvrent la voie à des comportements hostiles par la suite » souligne Dr. Ekaterina Filep.

Impact sur les personnes visées

Ainsi, un grand nombre des personnes interrogées ont témoigné de la prévalence large du harcèlement verbal et des menaces en ligne, et des cas de violence physique ont également été signalés. Ces actes mènent de nombreux militant·e·s et professionnel·le·s de l'égalité des sexes à

s'autocensurer et à recourir à des mesures de sécurité accrues lorsqu'ils assistent à des événements publics ou en organisent. L'hostilité subie accroît encore la charge portant sur les personnes engagées en faveur de l'égalité, générant épuisement et détresse. « Parmi les personnes interrogées, plusieurs nous ont confié le fardeau supplémentaire que ces mouvements et discours font porter sur les personnes et les organisations. Le risque de faire face à des torrents de haine à chaque ouverture de sa boîte mail ou de ses réseaux sociaux pèse évidemment, et les personnes prennent des précautions redoublées pour s'en protéger au mieux. » relève Ekaterina Filep.

Cet effet se retrouve à travers les cas d'étude, dans tous les pays européens étudiés. Ainsi, les mobilisations « anti-genre » ont des effets significatifs sur les personnes ou les groupes ciblés. Cela inclut des effets préjudiciables à la santé mentale et physique. Plusieurs personnes ont partagé leur sentiment de vulnérabilité ainsi que les conséquences sur leur vie quotidienne telles que la peur, l'épuisement et l'anxiété. Ces effets sont particulièrement graves pour les personnes dont les identités marginalisées se recoupent et qui sont confrontées à d'autres formes de discriminations.

La résistance s'organise

Malgré ces défis, les activistes ont développé des stratégies de résistance efficaces, notamment en construisant des alliances politiques en encourageant la solidarité et le soutien de la communauté. Les participant·e·s ont également souligné l'importance de l'éducation sur les sujets liés au genre, tout en maintenant des approches pragmatiques pour contrer la propagation de la rhétorique anti-genre. « Il est évident que les féministes et personnes LGBTIQ+ ne se considèrent pas comme de simples victimes passives, explique Ekaterina Filep, chercheuse au département des géosciences de l'Université de Fribourg, elles sont activement engagées dans des actions visant à contester ces discours et ces politiques, tout en cherchant à créer pour elles-mêmes des espaces plus sûrs et vivables».

Bien que le terme « anti-genre » soit rarement employé par les participant·e·s de l'étude, il fait référence à un ensemble de discours, de mobilisations et de politiques visant à limiter les libertés des femmes, des personnes LGBTIQ+ et des autres minorités. Ce rapport s'appuie sur des données qualitatives recueillies auprès de 254 personnes, parmi lesquelles des universitaires, des journalistes, des militant·e·s, lors de 104 entretiens et 36 groupes de discussion conduits entre janvier et mai 2024. Les résultats montrent une prévalence des attaques verbales, des discriminations systémiques et des violences politiques, particulièrement dans les espaces publics et sur les réseaux sociaux, ainsi que des formes variées de résistance déployées par les personnes et les collectifs ciblés.

Coordonnées de contact :

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Ekaterina Filep

Université de Fribourg

ekaterina.filep@unifr.ch

Gaé Colussi

Université de Lausanne

gae.colussi@unil.ch

RESIST est une recherche soutenue par les conseils de recherche et les organismes de financement de l'Union européenne, du Royaume-Uni et de la Suisse pour une durée de 4 ans. Vous trouverez plus d'informations sur le projet sur son site web : <https://theresistproject.eu>



Sous-titre : Un nouveau rapport documente et analyse les conséquences des mobilisations « anti-genre » en Europe et les réponses apportées par les personnes affectées et les collectifs ciblés.